

Léon Trotsky :

FRONT POPULAIRE ET COMITÉS D'ACTION

26 novembre 1935

Paru dans *la Vérité* du 26 novembre 1935, cet article développe la façon dont Trotsky concevait l'action révolutionnaire comme l'intervention consciente des révolutionnaires dans le processus spontané. Il soulignera plus tard à plusieurs reprises que ce mot d'ordre des « comités d'action » n'a en fait été compris par aucun des bolcheviks-léninistes français.

Le « Front Populaire » est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le parti radical et d'autres débris, plus petits, de la même espèce. Cette alliance s'étend au domaine parlementaire. Dans tous les domaines, le parti radical qui conserve, lui, sa liberté d'action, limite brutalement celle du prolétariat.

Le parti radical est lui-même en train de se décomposer : chaque élection nouvelle montre que les électeurs l'abandonnent à droite et à gauche. Au contraire, les partis socialiste et communiste - en l'absence d'un véritable parti révolutionnaire - se renforcent. La tendance générale des masses travailleuses, y compris des masses petites-bourgeoises, est évidente : elles vont à gauche. L'orientation des chefs des partis ouvriers n'est pas moins évidente : ils vont à droite.

Tandis que les masses montrent aussi bien par leurs votes que par leur lutte qu'elles veulent renverser le parti radical, les chefs du Front unique aspirent au contraire à le sauver. Après avoir gagné la confiance des masses ouvrières sur la base d'un programme « socialiste », les chefs des partis ouvriers cèdent volontairement la meilleure part de cette confiance aux radicaux, en qui les masses ouvrières n'ont précisément aucune confiance.

Le Front populaire, dans son aspect actuel, foule aux pieds non seulement la démocratie ouvrière, mais la démocratie formelle, bourgeoise. La plupart des électeurs radicaux ne participent pas à la lutte des travailleurs, ni, par conséquent, au Front populaire. Pourtant le parti radical occupe dans ce Front une position non seulement égale à celle des autres, mais encore privilégiée : l'activité des partis ouvriers est forcément limitée par le programme même du parti radical, constatation qui développent sans se gêner le moins du monde les cyniques rédacteurs de *l'Humanité*. Les dernières élections sénatoriales ont manifesté en outre très clairement la situation privilégiée qui est celle des radicaux dans le Front populaires¹. Les chefs du parti communiste se vantent ouvertement d'avoir renoncé en faveur des partis non prolétariens à des sièges qui appartenaient de plein droit aux ouvriers. Cela signifie tout simplement que le Front unique a partiellement rétabli en faveur de la bourgeoisie le sens électoral basé sur la fortune.

Le Front est par définition l'organisation directe et immédiate de la lutte. Quand il s'agit de lutter, chaque ouvrier vaut bien une dizaine de bourgeois, même membres du Front populaire. Si l'on se plaçait au point de vue de la combativité révolutionnaire du Front, il faudrait donner des privilèges électoraux aux ouvriers et non aux bourgeois radicaux. Mais est-il bien nécessaire, au fond, d'accorder des privilèges ? Le Front populaire défend la « démocratie » ? Qu'il commence donc par l'appliquer dans ses propres rangs. En d'autres termes : la direction du Front populaire doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte.

Comment la refléter ? De la façon la plus simple qui soit, par des élections. Le prolétariat n'interdit à personne de lutter à côté de lui contre le fascisme, le gouvernement bonapartiste de Laval, le complot militaire des impérialistes et toutes les autres formes ignobles d'oppression. Tout ce que les ouvriers conscients exigent de leurs alliés, réels ou potentiels, est qu'ils luttent effectivement. Chacun des groupes qui participe réellement à la lutte à une étape donnée et qui est prêt à se soumettre à la discipline commune doit pouvoir influencer la direction du Front populaire avec des droits égaux.

Chaque groupe de deux cents, cinq cents ou mille citoyens qui adhèrent au Front populaire dans la ville, le quartier, l'usine, la caserne, la campagne doit, pendant les actions de combat, élire son représentant dans les comités d'action locaux. Tous ceux qui participent à la lutte s'engagent à reconnaître leur discipline.

Le dernier congrès de l'Internationale communiste, dans sa résolution sur le rapport de Dimitrov, s'est prononcé pour la création de comités d'action élus qui devraient constituer la base de masse du Front populaire. C'est là la seule idée progressive de toute la résolution. Mais c'est précisément pourquoi les staliniens ne font rien pour la réaliser ; car ils ne peuvent s'y décider sans rompre du même coup la collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Il est vrai que peuvent prendre part aux élections des comités d'action non seulement les ouvriers, mais les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent le mieux remplir leur tâche qui est de lutter pour conquérir une influence décisive sur la petite bourgeoisie. En revanche, ils rendent très difficile de la collaboration de la bureaucratie ouvrière avec la bourgeoisie. Or le Front populaire, sous sa forme actuelle, n'est rien d'autre que l'organisation de la collaboration de classe, entre les exploités politiques du prolétariat - réformistes et staliniens et les exploités de la petite bourgeoisie - radicaux. De véritables élections de masse pour les comités d'action chasseraient automatiquement les affairistes bourgeois radicaux du Front populaire et feraient ainsi sauter la criminelle politique dictée par Moscou.

Il serait néanmoins erroné de croire que l'on peut simplement, à un jour et une heure donnés, faire appel aux masses prolétariennes et petites-bourgeoises pour élire des comités d'action sur la base de statuts déterminés. Ce serait une façon purement bureaucratique et par conséquent stérile d'aborder la question. Les ouvriers ne peuvent élire les comités d'action que lorsqu'ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent donc la nécessité d'avoir une direction révolutionnaire.

¹ Les candidats socialistes et communistes s'étaient, dans de nombreux cas, désistés au second tour pour le candidat radical, généralement mieux placé du fait même du mode de scrutin.

Il ne s'agit pas d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte.

L'énorme danger en France actuellement consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée par à coups successifs dans des explosions isolées, comme à Toulon, à Brest, à Limoges, finisse par faire place à l'apathie². Seuls les traîtres conscients ou des cerveaux obtus peuvent croire ou faire croire que l'on peut, dans la situation actuelle, maintenir les masses dans l'immobilité jusqu'à ce que l'on puisse d'en haut leur faire cadeau d'un gouvernement de Front populaire. Les grèves, les protestations, les escarmouches dans les rues, les révoltes ouvertes sont tout à fait inévitables. La tâche du parti prolétarien consiste non à freiner et à paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner le plus de vigueur possible.

Les réformistes et plus encore les staliniens craignent les radicaux. L'appareil du front unique joue tout à fait consciemment le rôle qui consiste à désorganiser systématiquement les mouvements spontanés des masses. Et les « gauchistes » du type Marceau Pivert ne font que protéger cet appareil de la colère des masses. On ne peut sortir de cette situation que si l'on aide les masses en lutte, et, dans le processus même de la lutte, à créer un appareil nouveau qui réponde aux nécessités de l'heure. C'est précisément en cela que réside la fonction des comités d'action³.

Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la sanglante répression de Limoges, les ouvriers et une fraction importante de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposition à élire des comités pour enquêter sur les événements sanglants et les empêcher à l'avenir. Pendant le mouvement qui a eu lieu dans les casernes cet été, contre le « rabiote », les soldats auraient sans hésiter élu des comités d'action de compagnie, de régiment et de garnison si on leur avait indiqué cette voie. De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas, plus souvent à l'échelle locale, plus rarement à l'échelle nationale. Il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition pour ce faire est comprendre soi-même clairement la signification des comités d'action contre les « provocateurs », les appels réitérés au gouvernement pour une action contre les factieux contribuaient à limiter la portée de ces événements et, d'une certaine manière, à empêcher leur renouvellement. comme l'unique moyen de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats⁴.

Cela signifie-t-il que les comités d'action doivent remplacer les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, leurs groupements, leurs traditions, leurs organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Au cours des élections aux comités d'action, chaque parti essaiera naturellement de faire passer les siens. Les comités d'action prendront leurs décisions à la majorité, avec entière liberté pour les partis et les fractions de s'y grouper. Les comités d'action, par rapport aux partis, peuvent être considérés comme des parlements révolutionnaires : les partis ne sont pas exclus, bien au contraire puisqu'ils sont supposés nécessaires ; mais en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris.

Cela signifie-t-il que les comités d'action sont des soviets ? Dans certaines conditions, les comités d'action peuvent devenir des soviets. Il serait néanmoins erroné de désigner de ce nom les comités d'action. Aujourd'hui en effet, en 1935, les masses populaires sont habituées à associer au nom de soviet l'idée du pouvoir déjà conquis. Et nous n'en sommes pas encore près en France. En Russie, les soviets n'ont pas du tout été pendant leurs premiers pas ce qu'ils devaient devenir par la suite, ils ont même souvent, à l'époque, porté le nom modeste de comités ouvriers ou de comités de grève.

Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir. Cela aboutira-t-il aux soviets véritables ? Cela dépend de la réponse à la question de savoir si l'actuelle situation critique en France se développera ou non jusqu'à sa conclusion révolutionnaire. Or cela ne dépend pas uniquement de la volonté de l'avant-garde révolutionnaire, mais aussi de nombre de conditions objectives. En tout cas, le mouvement de masses qui se heurte actuellement à la barrière du Front populaire n'avancera pas sans les comités d'action⁵.

Des tâches telles que la création de la milice ouvrière, l'armement des ouvriers, la préparation de la grève générale, resteront sur le papier si la masse ne s'attelle pas elle-même à la lutte, par des organes responsables. Seuls ces comités d'action nés de la lutte peuvent réaliser la véritable milice, comptant non des milliers, mais des dizaines de milliers de combattants. Seuls les comités d'action couvrant les principaux centres du pays pourront choisir le moment de passer à des méthodes de lutte plus décidées, dont la direction leur appartiendra de droit.

² Les bagarres de Limoges, le 17 novembre 1935, avaient revêtu le même caractère révolutionnaire que celles de Brest et Toulon au début d'août. Cependant, la propagande des partis socialiste et communiste, les mises en garde contre les « provocateurs », les appels réitérés au gouvernement pour une action contre les factieux contribuaient à limiter la portée de ces événements et, d'une certaine manière, à empêcher leur renouvellement.

³ Le 13 novembre, Trotsky écrivait à Jean Rous : « On répète qu'entre le fascisme et nous, c'est une course de vitesse. Mais il faut bien analyser le contenu de cette formule du point de vue du parti révolutionnaire. Saurions-nous donner aux masses une armature révolutionnaire avant que le fascisme ne les écrase ? Ce serait absurde de croire que nous aurons suffisamment de temps pour créer un parti omnipotent qui pourrait éliminer toutes les autres organisations avant les conflits décisifs avec le fascisme ou avant le déclenchement de la guerre ; mais il est tout à fait possible, dans un bref délai - les événements aidant - de gagner les larges masses non à notre programme, non à la IV^e Internationale, mais à ces comités d'action. Et, une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire. » (Cité par Nicole Braun, *L'organe de masse*, p. 44.)

⁴ Dans la même lettre à Jean Rous, Trotsky écrivait : « S'il y avait eu à Toulon un groupe suffisamment orienté pour lancer au moment de l'explosion le mot d'ordre simple et clair - « Chaque centaine d'ouvriers envoie un délégué pour le comité d'action toulonnais », la masse aurait certainement suivi cet appel. Ce comité d'action aurait une tout autre autorité, non seulement aux yeux de la masse elle-même, mais aussi aux yeux de la France entière, que les organisations traditionnelles et apeurées » (Op. cit., p. 45).

⁵ Les bolcheviks-léninistes avaient présenté dans la S.F.I.O. une motion pour la constitution de comités d'action « dirigés par les masses ». Trotsky avait écrit à Rous (lettre citée) : « La relation réelle est renversée. Les comités d'action sont nécessaires précisément pour diriger les masses. Vous n'indiquez pas que ces comités doivent émaner de la masse en lutte, être élus par elle, et que les délégués doivent être responsables et révocables ».

Il découle des considérations exposées plus haut un certain nombre de conclusions pour l'activité politique des révolutionnaires prolétariens en France. La première concerne la prétendue « gauche révolutionnaire ». Ce groupe se caractérise par sa totale incompréhension des lois du mouvement des masses. Les centristes ont beau bavarder sur « les masses », c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. En répétant tels ou tels mots d'ordre révolutionnaires, Marceau Pivert continue à les subordonner au principe abstrait de l' « unité organique », qui se révèle en fait l'unité avec les patriotes contre les révolutionnaires.

Au moment où la question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires est de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l' « unité » de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. Ne peut bâtir des comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de libérer les masses de la direction des traîtres des social-patriotes. Cependant, Pivert s'accroche à Zyromski, qui s'accroche à Blum, qui, de concert avec Thorez, s'accroche à Herriot, qui s'accroche à Laval. Pivert entre dans le système du Front populaire - ce n'est pas pour rien que la « gauche révolutionnaire » a voté au dernier conseil national la honteuse résolution de Blum - et le Front populaire entre aussi, comme son « aile », dans le régime bonapartiste de Laval. Si la direction du Front populaire (Herriot-Blum-Cachin-Thorez-Zyromski-Pivert) parvient à se maintenir au cours de la proche période décisive, alors le régime bonapartiste cédera inévitablement sa place au fascisme.

La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de la direction actuelle. Le mot d'ordre de l' « unité » devient, dans ces conditions, non seulement une bêtise, mais un crime. Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français et de la Société des Nations.

A leur direction perfide, il faut opposer les comités d'action révolutionnaires. On ne peut construire ces comités qu'en démasquant impitoyablement la politique antirévolutionnaire de la prétendue « gauche révolutionnaire », Marceau Pivert en tête. Des illusions et des doutes à cet égard ne peuvent, bien entendu, avoir place dans nos rangs⁶.

⁶ Allusion brève, mais directe, à la discussion qui est en train de se dérouler à l'intérieur du G.B.L. au moment où Trotsky rédige ce texte. Pendant toute cette période, le groupe est engagé dans une sévère lutte interne et n'engage pas la lutte contre les exclusions ni la polémique contre Marceau Pivert, qui paraissent à Trotsky les tâches les plus urgentes. Collaborateur de Trotsky et son porte-parole en cette occasion, Nicolle Braun signale que *la Vérité* ne parut que quinze jours après la motion d'exclusion par la commission nationale des conflits et qu'elle était consacrée... à la question paysanne. (« *L'Organe de masse* », p. 12). Il affirme qu'aucun des dirigeants B.L. ne voulait attaquer Pivert ouvertement (p. 16) et qu'un article de Trotsky sur les causes de la victoire de Staline fut systématiquement écarté de *la Vérité* (p. 28). Il écrit, au sujet des différentes tendances qui se partagent le G.B.L. : « *Indubitablement, la politique dont nous venons de parler est l'œuvre de Molinier-Frank. Mais les deux autres fractions sont, elles aussi, pleinement responsables, parce qu'elles ont toléré cette politique ; non seulement Rous, par son manque de persévérance, mais aussi Naville, dont les « notes » n'ont pas d'autre sens que celui d'un « alibi écrit* » (p. 26). Au moment où il écrivait son article, Trotsky savait donc pertinemment que l'ensemble des dirigeants français avaient sur cette question soit des illusions, soit des doutes.